



Appel à la grève le 14 octobre 2020

Les syndicats représentatifs CGT, SPECIS-UNSA et CFE-CGC appellent les salariés de BLIZZARD ENTERTAINMENT SAS à Versailles à une journée de grève et de mobilisation le 14 octobre 2020 pour défendre leurs emplois et la sauvegarde du site.

Comme vous le savez, après avoir nié à plusieurs reprises toute velléité de fermeture, tant devant le personnel que l'administration, la direction vient d'annoncer vouloir mettre à exécution un plan mûrement réfléchi qui tend à arrêter toute activité en France et à la suppression des 285 emplois.

C'est évidemment un choc pour tous les salariés qui ne s'attendaient pas à cette annonce.

En 15 ans, nombreux sont ceux qui ont quitté leur foyer depuis toute l'Europe pour rejoindre l'entreprise et s'investir entièrement dans les succès de Blizzard.

Parmi nous, certains ont 30 ans de bons et loyaux services et pourraient être confrontés à d'importantes difficultés pour retrouver un emploi du fait de l'absence d'anticipation et de formation, aggravée par le manque de mesures contenues dans le projet.

En cette période de crise du Covid 19, envoyer près de 280 personnes sur un marché du travail déjà difficile est inconcevable.

En moins de 2 ans, la direction a supprimé 133 postes en 2019 avec le plan INDIGO (qui a été annulé par le tribunal à la demande de vos représentants), puis a tenté, en mars 2020, d'en supprimer à nouveau avec le projet GEMINI qu'elle a dû abandonner.

La direction a ainsi dégradé le climat de travail à tel point que les risques psycho-sociaux ont dangereusement augmenté, ce qui a conduit l'inspection du travail à intervenir et le CSE à déclencher, en 2020, une expertise et un droit d'alerte.

Ce projet de fermeture de la société censé préserver la compétitivité du groupe, pourtant leader du secteur est d'autant plus incompréhensible que le secteur du jeu vidéo est l'un de ceux qui a le moins souffert de la crise sanitaire et a même profité des périodes de confinement pour accroître significativement ses revenus. La volonté de s'affranchir des règles fiscales européennes, notamment par la création d'un hub ABK à Londres hors-UE, semble être une explication plus probable.

Au regard des éléments dévoilés à ce jour nos revendications sont les suivantes :

- **abandon du projet de fermeture,**
- **développement de l'activité BLIZZARD en France,**
- **investissement dans la prévention des risques psycho-sociaux.**